

Ch. III*Proposition de la commission***Al. 1**

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 2

Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995. (Biffer le reste)

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: Nous sommes d'accord avec la proposition de la commission à l'alinéa 2: «Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1995.»

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Entwurfes

22 Stimmen
(Einstimmigkeit)*An den Nationalrat – Au Conseil national*

94.007

Aussenwirtschaftspolitik.**Bericht 1993/I, II****Politique économique extérieure.****Rapport 1993/I, II**

Bericht, Botschaften und Beschlussentwürfe
vom 19. Januar 1994 (BBII 681)
Rapport, messages et projets d'arrêtés
du 19 janvier 1994 (FF I 665)

Beschluss des Nationalrates vom 16. März 1994
Décision du Conseil national du 16 mars 1994

*Antrag der Kommission**Eintreten**Proposition de la commission**Entrer en matière*

Flückiger Michel (R, JU), rapporteur: Selon l'article 10 de la loi fédérale du 25 juin 1982 sur les mesures économiques extérieures, sur lequel se base le présent rapport, le Conseil fédéral renseigne une fois par année le Parlement sur les questions touchant la politique économique extérieure. Le Conseil fédéral propose au Conseil de prendre acte de ce rapport ainsi que des annexes et d'adopter l'arrêté fédéral approuvant des mesures économiques extérieures. Les annexes mentionnées concernent sept messages portant sur des accords économiques internationaux.

En 1993, la reprise de l'économie mondiale s'est fait attendre – M. Delamuraz, conseiller fédéral, nous a rappelé tout à l'heure qu'au premier trimestre de cette année le frémissement positif enregistré à la fin de l'année dernière semblait se confirmer, sans toutefois, malheureusement, influencer le chômage de longue durée qui reste dans les proportions élevées que nous connaissons. Ainsi, en Suisse, pour la troisième année consécutive, l'économie a été confrontée à la stagnation. La production économique a enregistré un léger recul, d'environ 0,75 pour cent. Si l'on peut s'attendre à un recul de l'inflation en dessous de la barre de 2 pour cent pour 1994, par contre le chômage, lui, devrait encore augmenter.

Selon la Commission pour les questions conjoncturelles, la croissance de l'économie dans son ensemble devrait à peine dépasser 1 pour cent cette année. C'est dans ces conditions qu'un coup de fouet pour notre économie est attendu du fait des résultats des négociations du cycle de l'Uruguay, qui sont l'objet principal de ce rapport. Ces négociations, conclues le 15 décembre 1993 et qui ont été les plus longues de l'histoire

du Gatt, ont une triple signification: sur le plan politique, assurer une stabilité des relations internationales; sur le plan économique, donner un nouveau dynamisme au système commercial international; sur le plan juridique, enfin, renforcer les règles du droit commercial international.

Le résultat de ces négociations permettra un meilleur accès au marché par une diminution d'environ un tiers des droits de douane perçus sur tous les produits industriels. De nouvelles règles s'appliquant au commerce des services, à la propriété intellectuelle et aux investissements internationaux ont pu être définies.

Au niveau des services, c'est un premier pas vers une libéralisation du commerce international des services par le démantèlement de restrictions à l'accès au marché et la suppression de réserves quant à la nationalité des prestataires de services. Pour la propriété intellectuelle, l'accord prévoit toute une série de prescriptions qui fixent les conditions minimales de procédure auxquelles doivent satisfaire les droits nationaux. Il renforcera la protection des titulaires des droits de propriété intellectuelle.

L'accord relatif aux investissements nationaux interdit certaines catégories de mesures en matière d'investissements qui faussent les échanges et permet une plus grande transparence dans ce domaine.

L'accord sur l'agriculture prévoit un meilleur accès au marché, avec des mesures entraînant une diminution des droits de douane de 15 pour cent au minimum et de 36 pour cent en moyenne, dans un délai de six ans. En outre, les paiements directs sont autorisés, les autres mesures de soutien devront être réduites de 20 pour cent dans un délai de six ans. Enfin, les subventions à l'exportation devront être réduites de 36 pour cent dans le même délai de six ans, et les qualités subventionnées de 20 pour cent. Observons que, dans le secteur agricole suisse, la plupart des adaptations ont été réalisées, ou vont l'être, dans le cadre de la réforme prévue par le 7e rapport sur l'agriculture.

Au niveau institutionnel, ces accords prévoient la création d'une organisation mondiale du commerce, dont le sigle sera l'OMC, qui surveillera le respect de ces accords et qui remplacera le Gatt actuel.

Un grand pas en avant a été fait en incluant les pays en voie de développement dans ces négociations. D'ici la fin de l'année, le Conseil fédéral soumettra deux rapports aux Chambres fédérales pour approbation, un premier rapport sur l'approbation du volet international, et le deuxième portant sur les modifications législatives. Les activités ordinaires du Gatt se sont concentrées sur l'examen des politiques commerciales des parties contractantes, du règlement des différends, des relations entre commerce et environnement, ainsi que sur les accords économiques régionaux dont la conformité aux règles du Gatt a été examinée.

Le rapport consacre un chapitre à l'intégration européenne. L'année 1993 a été placée sous le signe des préparatifs des négociations bilatérales sectorielles avec l'Union européenne, notamment dans quatre domaines principaux, que nous avons évoqués dans un autre rapport – les transports, le libre-échange, la recherche et l'éducation. Ces points ayant fait l'objet d'un autre débat, je me permets de ne pas les reprendre ici.

Au titre de la coopération économique, la Suisse a conclu de nombreux financements mixtes depuis 1977. Cependant, ces instruments ne répondent plus entièrement aux attentes des pays en voie de développement. De nouveaux instruments doivent être développés, qui assurent le soutien du processus de libéralisation et de privatisation en cours dans ces pays. La coopération avec les Etats d'Europe centrale et orientale s'est poursuivie. Dans les annexes de ce rapport, le Conseil fédéral soumet pour approbation divers accords de libre-échange conclus dans le cadre de l'AELE, avec la Bulgarie et la Hongrie.

Afin de créer un réseau d'accords économiques avec les Etats de la CEI, la Suisse a signé, respectivement le 16 avril et le 28 mai de l'année dernière, un accord de coopération économique avec l'Ouzbékistan et le Bélarus, qui figure également dans les annexes du rapport.

Au sein de la commission, le rapport a été bien accueilli et a fait l'objet d'un certain nombre de remarques et de questions, notamment sur la santé de l'économie suisse et son interdépendance avec les événements internationaux. Le chapitre sur le Gatt a soulevé une certaine inquiétude dans l'application des accords au niveau national, particulièrement en ce qui concerne le secteur agricole.

Mis à part quelques réserves, à l'unanimité, la commission propose au Conseil de prendre acte du rapport. C'est également à l'unanimité qu'elle propose d'approuver l'arrêté fédéral sur l'approbation de mesures économiques extérieures. Cet arrêté fédéral concerne l'approbation de l'ordonnance du 22 décembre 1993 sur l'exportation et le transit de produits. Cette dernière abroge l'ordonnance sur l'exportation et le transit de marchandises de 1983.

Les sept annexes du rapport concernent divers accords commerciaux, à savoir, l'accord entre les Etats de l'AELE et la République de Bulgarie, signé le 29 mars 1993; il s'agit d'un accord de libre-échange, favorisant la transition de la Bulgarie vers l'économie de marché. L'accord couvre le secteur industriel, les produits agricoles transformés, les poissons et autres produits de la pêche.

L'accord entre les Etats de l'AELE et la Hongrie, également signé le 29 mars 1993, est du même type que le précédent.

L'accord de libre-échange entre la Suisse et les îles Féroé – les îles Féroé sont une région autonome du Danemark – prévoit le démantèlement simultané et réciproque de tous les droits de douane à l'importation et à l'exportation de produits du secteur industriel, de produits agricoles transformés, des poissons et autres produits de la pêche.

La Suisse a également signé des accords de commerce et de coopération économique avec les Républiques d'Ouzbékistan et du Bélarus. Ces accords poursuivent un double objectif: promouvoir et consolider les relations économiques et bilatérales, assurer la transition de ces pays vers une économie de marché. Ces accords reposent sur les principes fondamentaux du Gatt.

Le même type d'accords a été signé avec la République du Vietnam, laquelle cherche à intégrer la communauté internationale, afin de sortir d'un isolement politique et économique qu'elle connaît depuis la fin de la guerre dans la péninsule indochinoise. Cet accord donne le cadre juridique nécessaire aux relations économiques qui commencent à se nouer; il tend à les approfondir et à soutenir le processus de modernisation et de réforme en cours dans ce pays.

Le nouvel accord international de 1993 sur le cacao doit contribuer à stabiliser le marché, à faciliter une limitation nécessaire de la production et à stimuler la consommation. Cet accord succède à l'accord de 1986, arrivé à échéance le 30 septembre 1993.

Enfin, l'arrangement concernant le commerce international des textiles, venu à échéance le 31 décembre de l'année dernière, doit être prorogé sans modification une nouvelle fois. Son objectif est de soumettre les politiques commerciales dans le domaine des textiles à des règles multilatérales et d'en assurer la transparence.

La commission recommande au Conseil d'approuver ces divers accords. Elle le fait à l'unanimité. Ces accords n'ont pas fait l'objet d'une discussion particulière lors de notre séance de commission.

Bloetzer Peter (C, VS): Mit grossem Interesse haben wir den Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik zur Kenntnis genommen. Die Verfasser des Berichtes vertreten die Auffassung, dass sich die Wirtschaft sowohl weltweit wie auch schweizerisch auf dem Wege zur Besserung befinde. Der Bericht sagt aber gleichzeitig, dass das Risiko einer Konjunkturverschlechterung nach wie vor bestehe.

Von der OECD wird die weltweite Wirtschaftspolitik als etwas ratlos bezeichnet, und dies mag aus ihrer Sicht ein Grund für dieses Risiko sein. Was die Schweiz anbetrifft, findet die OECD allerdings positive Bemerkungen: Wir hätten in bezug auf den Wettbewerb, die Landwirtschaftspolitik und die Gesundheitspolitik Fortschritte zu verzeichnen. Es stellt sich gemäss der OECD trotzdem die Frage, ob wir nach dem EWR-Nein in der

Lage sind, eigenständig die notwendigen Anpassungen zur Realisierung einer effizienteren Marktwirtschaft vorzunehmen. Mit Zuversicht haben wir in diesem Sinne den positiven Ausgang der Gatt-Verhandlungen zur Kenntnis genommen. Die Gatt-Abkommen werden die Rahmenbedingungen für unsere Exportwirtschaft zweifelsohne nachhaltig verbessern. Wir sind uns aber bewusst, dass die Gatt-Abkommen keinen Ersatz für den EWR darstellen. Das ist uns klar.

In diesem Sinne stellt sich im Zusammenhang mit den OECD-Empfehlungen und der Beurteilung der OECD die wichtige Frage, wie es mit der Realisierung einer effizienten Marktwirtschaft in der Schweiz weitergehen soll. Ich ersuche den Bundesrat um Beantwortung der Frage: Wie sieht das zukünftige Programm aus?

Eine zweite Bemerkung betrifft die OECD im allgemeinen: Wir stellen fest, dass die OECD eine grosse Tätigkeit in bezug auf die Zusammenarbeit mit den zentral- und osteuropäischen Staaten entwickelt. Diese Tätigkeit hat eine grosse Bedeutung für den Prozess der Überführung der mittel- und osteuropäischen Staaten in die Marktwirtschaft. Der Umfang dieser Tätigkeit könnte aus unserer Sicht noch vergrössert werden. Insbesondere stellt sich die Frage, ob wir aus der Sicht der Schweiz nicht auch Massnahmen ergreifen sollten, um die mitteleuropäischen Staaten wie Polen, Ungarn, Tschechien und Slowakei in die OECD aufzunehmen bzw. ob wir diese Aufnahmege- suchte und Bestrebungen nicht aktiv fördern sollten.

Im gleichen Zuge stellt sich die Frage, ob die Strukturen der OECD nicht verstärkt werden sollten. Etwa in dem Sinne, dass für die Mitglieder verbindlich ein minimaler marktwirtschaftlicher Standard festgelegt und eingeführt wird.

Abschliessend möchte ich feststellen, dass die bilateralen Verhandlungen – wenigstens bis zur Abstimmung vom 20. Februar 1994 – sehr gut angelaufen sind. Es muss festgestellt werden, dass der Bundesrat und die zuständigen Departemente gute Arbeit geleistet haben. In bezug auf die Bereitschaft, die Verhandlungsgegenstände nicht in einzelne Pakete zu schnüren, glaube ich, dass die Flexibilität, die der Bundesrat an den Tag gelegt hat, zum Erfolg führen wird.

Ich möchte auch ganz klar sagen, dass ich die kritischen Bemerkungen, die im Rat in bezug auf die organisatorischen und personellen Massnahmen betreffend das Verhandlungsteam geäussert wurden, nicht teile. Es besteht kein Grund, an der Zweckmässigkeit der getroffenen Massnahmen zu zweifeln. Dies um so mehr, als die Schwachstellen in der bisherigen Integrationspolitik der Eidgenossenschaft in keiner Weise bei den Leistungen der Unterhändler festzustellen waren, sondern vielmehr, wie wir wissen, bei der effizienten Abstützung unserer Integrationspolitik in der Basis, im Volk.

In diesem Sinne, glaube ich, darf für das bisher Erreichte in diesen bilateralen Verhandlungen die Arbeit des Bundesrates und der Departemente anerkennend gewürdigt werden.

Gadient Ulrich (V, GR): Der Ratspräsident wünscht eine globale Diskussion. Gegenstand meines Votums bilden zwei Hinweise und eine Frage, die ich demzufolge gesamthaft vortrage, obgleich sie keinen direkten Bezug unter sich haben.

Die Ziffer 354 befasst sich mit der Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der Europäischen Investitionsbank. Es findet sich da der interessante Hinweis, dass sich diese Bank interessiert gezeigt habe, «Darlehen für die Finanzierung von privaten oder öffentlichen Infrastruktur- oder Umweltschutzprojekten in der Schweiz zu gewähren, falls diese auch für die EG von Interesse sind». Die Möglichkeiten solcher Finanzierungen sollen nun aufgrund konkreter Infrastrukturprojekte näher geprüft werden.

Nun liegt es natürlich auf der Hand, dass unsere Neat ein solches Projekt darstellt, das für die EU ohne Zweifel von grosser Bedeutung ist, was in Brüssel auch durchaus anerkannt wird. Ich habe in bezug auf die Neat-Finanzierung seit jeher Bedenken angemeldet, Befürchtungen, dass das Vorhaben unsere Kräfte übersteigen könnte, insbesondere die Kapitalisierung der Zinsen, und dass die Erwartung besteht, die Bahnen sollten nach Inbetriebnahme der Neubaustrecken alle gewährten Kredite samt den aufgelaufenen Zinsen aus den Verkehrserträgen zurückbezahlen. Ob die Neat die Gesamtinvestition

samt aufgelaufenen Zinsen aus den Betriebserträgen zurückzahlen wird, scheint mir höchst fraglich.

Nun ist in der EU eine höchst interessante Entwicklung im Gange. Die EU verfügt nicht nur über Darlehensfazilitäten der Europäischen Investitionsbank, die in der Botschaft angesprochen werden und die heute bis zu sieben Milliarden Ecu pro Jahr für die transeuropäischen Verkehrsnetze in der Union ausmachen, sondern auch über den Strukturfonds und weitere Darlehensmöglichkeiten und Finanzhilfen für bestimmte EU-Staaten. Auch ein neuer europäischer Garantiefonds ist in Vorbereitung. Die EU kann neuerdings auch Zinskostenbeiträge und Bürgschaften für die Vorbereitungs- und Projektphase gewähren, wie in Kreta zu erfahren war.

Bis anhin ist seitens der Schweiz nie ein EU-Finanzierungsbeitrag verlangt worden, dies mit der wiederholt gehörten Begründung, die EU verfüge nicht über die entsprechenden Instrumente und Mittel.

Der Sinn meines Votums liegt lediglich darin, auf die dargelegten Entwicklungen und neuen Möglichkeiten zuhanden der kommenden Verhandlungen aufmerksam zu machen. So, wie der Bundesrat die Zusammenarbeit mit der Europäischen Investitionsbank prüfen will, gebe ich der Erwartung Ausdruck, dass er auch den Einsatz der erwähnten EU-Mitfinanzierung nicht als negativ abgeschlossene Handlung in der Vergangenheit wertet, sondern im Zuge der Verhandlungen laufend prüft, ob sich nicht doch eine solche, insbesondere die Neat-Finanzierung entlastende Strategie verwirklichen lässt.

In Ziffer 38 wird Eureka erwähnt, in Ziffer 39 die europäische Zusammenarbeit auf dem Gebiet der wissenschaftlichen und technischen Forschung (Cost).

Der Hinweis auf Ziffer 39 fällt sehr knapp aus.

Wir werden uns heute nachmittag einmal mehr mit der europäischen Verkehrspolitik befassen. Nachdem sich der Aussenwirtschaftsbericht zu Recht auch mit der integrationspolitischen Perspektive der Dinge befasst, die sektoriellen bilateralen Verhandlungen mit der EG vorbereitet und formelle Verhandlungen in vier Hauptbereichen – darunter auch Forschung und Entwicklung – angestrebt werden, darf die Forschung und Entwicklung im Verkehrsbereich meines Erachtens nicht unerwähnt bleiben.

Die EU unternimmt zurzeit grösste Anstrengungen. Durch Koordination aller Forschungsbemühungen sollen Entscheidungshilfen geschaffen werden. Im Verkehr ist die Linie bereits auf «sustainable mobility» ausgerichtet. Man könnte dies mit «auf Dauer erträgliche Mobilität» übersetzen, es geht um die Verbesserung der Mobilitätsansprüche unserer Gesellschaft mit Umweltverträglichkeit. Sicherheitsfragen, Energieeinsatz sind weitere Programmpunkte. Erstmals – das scheint mir grundlegend und entscheidend und sollte für uns Veranlassung sein, dass wir uns mit aller Kraft um die Mitarbeit bemühen sollten – wird ein Rahmenprogramm für vier bis fünf Jahre erstellt, das alle Forschungsaktivitäten erfassen will, und diese Ergebnisse sollen validiert werden. Es soll geprüft werden, wie sich das Entwickelte in der Praxis bewährt. Wenn man alles einrechnet, will die EU in diesem Bereich über eine Milliarde ECU einsetzen. Hier gilt es zu wirken und mitzugestalten.

Schliesslich zu den bilateralen Vereinbarungen im Agrarbereich: Die Botschaft verweist auf den Umstand, dass man angesichts der grossen Bedeutung des Agrarsektors für Ungarn das Möglichste getan habe, um mit diesem Land zu einer Übereinkunft zu gelangen, ohne dabei unsere Landwirtschaft zu benachteiligen. In der Vereinbarung in Form eines Briefwechsels zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und Ungarn (S. 288) über Abmachungen im Agrarbereich findet sich ein Passus, wonach Ungarn und die Schweiz ohne Verzug alle Schwierigkeiten prüfen werden, welche in ihrem gegenseitigen Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen auftreten könnten, und sich bemühen, geeignete Lösungen zu finden. Sie verpflichten sich, ihre auf eine schrittweise Liberalisierung des Agrarhandels abzielenden Anstrengungen im Rahmen ihrer Landwirtschaftspolitiken und ihrer internationalen Verpflichtungen sowie unter Berücksichtigung der Ergebnisse der Uruguay-Runde fortzuführen.

In Anhang 1 wird bei den vorgesehenen, sehr weitgehenden Zollkonzessionen ein totaler Abbau für zahlreiche Agrarpro-

dukte, insbesondere für Fleisch, vorgesehen. Auch im Abkommen mit Bulgarien findet sich eine ähnliche Regelung. Nachdem das Gatt-Abkommen den Grundsatz der Meistbegünstigung als Grundprinzip kennt – das heisst, Handelskonzessionen sollen für alle Vertragsparteien in gleicher Weise gelten –, stellt sich die Frage, wie sich die im Briefwechsel enthaltenen Vereinbarungen im Verhältnis zum Grundsatz der Meistbegünstigung ausnehmen. Darüber hätte ich gerne eine nähere Auskunft, nachdem man in landwirtschaftlichen Kreisen in diesem Bereich etwas beunruhigt ist.

In der Botschaft findet sich auf Seite 257 der Hinweis, dass die Einfuhr von sämtlichen Erzeugnissen, die für unsere Landwirtschaftspolitik von Bedeutung sind, ohnehin durch nichttarifäre Massnahmen geregelt sind; so werden die gewährten Zollkonzessionen keine nennenswerten Auswirkungen auf die Landwirtschaft zeitigen. Das ist zur Kenntnis zu nehmen. Meine Frage richtet sich jedoch auf die Auswirkungen auf das Verhältnis zu anderen Ländern, den Regelungsbedarf mit den anderen Staaten unter dem Gesichtswinkel der Gatt-Meistbegünstigung.

Rüesch Ernst (R, SG): Die Aussenwirtschaft ist für die Schweiz lebenswichtig. Jeder zweite Franken wird durch den Export von Waren und Dienstleistungen verdient, und der andere Franken hängt sehr stark von diesem zweiten Franken ab; denn ohne blühende Exportwirtschaft fällt auch die Binnenwirtschaft zusammen. Jeder Sekundarschüler weiss das heute. Um so mehr sollte man erwarten, dass Bundesrat und Parlament alles daran setzen, die Exportwirtschaft zu erhalten und zu fördern.

Wir haben bei der Behandlung des Sanierungsprogramms in der ersten Sessionswoche darauf hingewiesen, dass wir die Steuerschraube nicht beliebig anziehen können. Ein vernünftiges Steuerklima stellt einen ersten wichtigen Standortfaktor dar, eine Rahmenbedingung, welche erlaubt, in den bestehenden Betrieben zu intensivieren, und Anreize zur Gründung neuer Betriebe – mit Kapital aus dem In- und Ausland – schafft. Um so weniger ist es verständlich, dass der Bundesrat so grosse Mühe bekundet, den Vorsteuerabzug zur Mehrwertsteuer bereits ab 1. Juli 1994 zu gewähren. Wir haben heute morgen eingehend davon gesprochen, Herr Bundesrat. Auch die Absicht, im Vorfeld der Verordnung zur Mehrwertsteuer die Bankdienstleistungen in der Vermögensverwaltung, die ins Ausland gehen, zu besteuern, hat alarmiert, gefährdet man damit doch rund 20 000 Arbeitsplätze.

Wenn das Steuerklima die erste Rahmenbedingung darstellt, so sind die Arbeitskosten ein zweiter Faktor. Die Schweiz ist ein Hochlohnland, dazu kommen wachsende Soziallasten. Die Sozialabgaben betragen in Schweden über 50 Prozent, in der Bundesrepublik über 40 Prozent, bei uns auch bereits 36 Prozent, in Japan und in den USA liegen sie noch bei 30 Prozent.

Wohin diese Entwicklung führt, zeigt der Fall Belgien. Auf 100 Franken Bruttolohn hat der Arbeitgeber 86 Franken an Sozial- und Nebenkosten zu zahlen, dazu muss der Arbeiter von seinen 100 Franken auch noch 37 Franken an Sozialversicherungsprämien und Steuern abliefern. Der Sozialphilosoph Anthony de Jasay hat kürzlich geschrieben: «Insbesondere im Europa des Maastrichter Vertrages scheint das soziale Netz die Produktivität in alarmierendem Masse zu strangulieren». Der Ministerpräsident von Baden-Württemberg sagte kürzlich in St. Gallen, deutsche Produkte seien wegen der hohen Lohn- und Nebenkosten und als Folge der kürzeren Arbeitszeiten 10 bis 30 Prozent teurer als diejenigen der Hauptkonkurrenten. Die Folgen sind nicht ausgeblieben: Der Exportanteil der EU ist in den letzten 30 Jahren um einen Viertel gesunken. In der EU werden im Durchschnitt pro Jahr 0,4 Prozent neue Arbeitsplätze geschaffen, in den USA 1,8 Prozent. Die Arbeitslosigkeit in der EU beträgt 10,6 Prozent, in den USA nur 6,7 Prozent.

Verschiedene EU-Staaten haben eingesehen, dass sich der überproportional gewachsene Sozialstaat nicht mehr finanzieren lässt. Bei uns aber will man ihn ungebremsst weiter ausbauen. Verschiedene EG-Staaten haben eingesehen, dass weitere Arbeitszeitverkürzungen nicht mehr zu verkraften sind.

Man hat inzwischen auch eingesehen, dass einengende Vorschriften des Arbeitsrechts, wie ein totaler Kündigungsschutz, Arbeitsplätze zerstören, statt sie zu erhalten. Wenn wir in all diesen Sektoren nicht lernen umzudenken, werden wir in den Aussenwirtschaftsberichten in wenigen Jahren von einem Niedergang unserer Exportwirtschaft lesen können.

Die in letzter Zeit erschienenen internationalen Berichte zeigen ein wenig erfreuliches Bild der Schweiz. Der 13. Bericht des IMF führt Japan und Singapur als die kompetitivsten Länder der Welt auf, Deutschland ist vom zweiten auf den fünften und die Schweiz vom dritten auf den vierten Platz zurückgefallen. Die Analyse im OECD-Bericht vom Herbst 1993 über die Schweiz stimmt sorgenvoll. Weitere Standortfaktoren sind der Ausbau des Bildungssystems, damit der Qualifikationsstand der Arbeitskräfte aller Stufen und Sparten gehoben werden kann; aber auch die Arbeitsmoral ist entscheidend. In diesen Faktoren erhält die Schweiz zweifellos immer noch gute Noten.

Hingegen ist es dem Bund trotz den im Jahre 1992 in beiden Räten überwiesenen vier Motionen nicht gelungen, die Regulierungsdichte abzubauen. Ja, es ist uns sogar noch gelungen, im Rahmen von Swisslex völlig überflüssige neue Regulierungen einzuführen. Mit dem Revitalisierungsprogramm muss es endlich rascher vorwärts gehen.

Gratulieren möchte ich Ihnen, Herr Bundesrat, und auch Herrn Staatssekretär Blankart, für Ihre Erfolge im Rahmen der Verhandlungen mit der EU in Sachen Ursprungsregeln sowie für Ihre Erfolge und Bemühungen im Rahmen des Gatt.

Im Rahmen der Aussenpolitik spricht man heute immer wieder davon, dass diese auf die Innenpolitik abgestützt werden muss. Es gibt aber auch keine Aussenwirtschaftspolitik ohne Abstützung auf die Innenpolitik. Wenn die Innenpolitik der Aussenpolitik die Konkurrenzkraft nimmt, zerstört sie langfristig unseren Wohlstand. Das müssen wir verhindern.

Cavelty Luregn Mathias (C, GR): Ich möchte dem Bundesrat dafür danken, dass er im vorliegenden Aussenwirtschaftsbericht auch den Tourismus erwähnt. Damit wird einem mehrmals ausgesprochenen Wunsch bereits zum zweitenmal Rechnung getragen und der Tourismus, der zu etwa 50 Prozent von ausländischen Gästen lebt, auch als Teil der Exportwirtschaft anerkannt, und zwar als drittgrösster Teil der Exportwirtschaft der Schweiz.

Dies läuft synchron mit der durch unseren Rat überwiesenen Motion, dem Tourismus aus dieser Überlegung heraus bei der Mehrwertsteuer einen berechtigten Sondersatz zu gewähren. Der vorliegende Aussenwirtschaftsbericht berücksichtigt die ersten zehn Monate des vergangenen Jahres. Inzwischen sind die ersten Berechnungen des Bundesamtes für Statistik für das ganze Jahr und bezogen auf die gesamte Beherbergungswirtschaft, also Hotellerie und Parahotellerie, bekannt geworden. Diese Berechnungen bestätigen im wesentlichen die Angaben im Bericht des Bundesrates.

Die Schweiz wies im Jahre 1993 rund 75 Millionen Gästeübernachtungen auf, das sind rund 2,7 Prozent weniger als im Vorjahr. Von diesem Logiernächterückgang gehen rund drei Viertel auf weniger Inlandgäste und ein Viertel auf weniger Auslandgäste zurück. Als Hauptgründe für den Gästerückgang gelten nach übereinstimmender Beurteilung die weltweit schlechte Wirtschaftslage, das schlechte Sommer- und Herbstwetter des letzten Jahres, vor allem auch immer günstigere Auslandsferienangebote und, zumindest für einige Gästekunftslander, die ungünstigen Wechselkurse.

Der vorliegende Bericht erwähnt zum Vergleich den Logiernächterückgang unseres Nachbarlandes Österreichs von 6 Prozent. Der Gästerückgang in Österreich ist also bedeutend gravierender als bei uns. Dies ist für uns natürlich kein Trost und für die Schweizerische Verkehrszentrale kein Grund, besonders nachdem damit begonnen wurde, den Hayek-Bericht zügig umzusetzen, nicht noch besser zu werden.

In diesem Zusammenhang ist dem Bundesrat dafür zu danken, dass er den Vergleich mit Österreich angestellt hat, woraus indirekt hervorgeht, dass der engagierte Einsatz der Mitarbeiter der Verkehrszentrale wertvoll war und wertvoll ist und eine breite Anerkennung verdient – entgegen dem, was man

immer wieder in der Presse liest. Ich weiss, dass sich die Verkehrszentrale wegen dieser verdienten Anerkennung nicht auf den Lorbeeren ausruhen wird, sondern diese vielmehr als wertvollen Ansporn für ihren zukünftigen Einsatz versteht.

Ein weiterer Punkt, der ebenfalls in direktem Zusammenhang mit den erwähnten Vergleichen steht, ist die Parahotellerie-statistik, welche der Bundesrat nun abschaffen möchte: Die Parahotellerie mit Ferienwohnungen, Chalets, Campingplätzen, Jugendherbergen, Gruppenunterkünften verbuchte im Jahre 1993 mehr als die Hälfte aller Gästeübernachtungen, nämlich 40 Millionen oder 54 Prozent. Mit der Abschaffung dieses wichtigen Teils der touristischen Statistik verliert die Tourismuswirtschaft die notwendigen Daten zur Optimierung des Marketings.

Zusammen mit der Tourismuswirtschaft und den Kantonen möchte ich daher den Bundesrat und insbesondere Herrn Bundesrat Delamuraz als unseren Schutzpatron bitten, die Parahotellerie-statistik beizubehalten. Nur so können wir auch in Zukunft einen für den Tourismus aussagekräftigen Aussenwirtschaftsbericht, für den ich nochmals danke, aufrecht-erhalten.

Delamuraz Jean-Pascal, conseiller fédéral: M. Bloetzer a commencé par traiter du problème de l'OCDE, de la structure de cette organisation et du contenu de ses rapports. J'aimerais dire ici, et pour la première fois sans doute, la haute estime en laquelle le Conseil fédéral tient cette organisation dont la Suisse est l'un des membres fondateurs.

Nous considérons, en effet, que s'il y a dans le monde deux sources de renseignement et d'analyse économique particulièrement dignes de foi, deux laboratoires, en quelque sorte, qui nous apportent une documentation constante et extrêmement critique, ce sont le Fonds monétaire international – les institutions de Bretton Woods – d'une part, et l'OCDE, d'autre part, qui agit d'ailleurs avec des moyens matériels beaucoup plus réduits que ceux du FMI. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour tenter de doter cette organisation des moyens qui lui sont nécessaires si tant il est vrai qu'actuellement le nombre des demandes qui lui sont adressées est beaucoup plus considérable qu'auparavant et que l'OCDE doit en venir à bout avec le même niveau de qualité. C'est une gageure qu'il n'est pas facile de tenir avec les moyens dont elle est actuellement dotée.

J'aimerais ajouter que nous sommes favorables à l'élargissement de l'OCDE, que nous souhaitons très vivement que certains pays de l'Europe centrale, pour parler des plus proches, puissent venir rejoindre l'OCDE. Car si celle-ci devait rester, au regard des transformations profondes de la société internationale et notamment de l'Europe, le club de nantis très fermé qu'elle est, nous pensons qu'une partie, en tout cas, de sa mission ne pourrait pas être accomplie et que le «théâtre OCDE» perdrait de son importance et de sa signification parce qu'il ne serait plus alimenté par ceux qui doivent pouvoir y jouer un rôle direct et actif.

C'est dans cet esprit que nous avons accueilli les tentatives d'élargissement de l'OCDE telles qu'elles se sont manifestées en direction du Mexique, en direction de l'Asie du Sud-Est, et que nous souhaitons – et nous sommes à la tête de ce mouvement à l'intérieur de l'OCDE – qu'un semblable élargissement soit également projeté du côté de certains pays de l'Europe centrale. Sans doute, y aura-t-il, dès lors que le club dépasse le chiffre de 24 – nous sommes 24 pays membres à l'heure actuelle –, des problèmes de structure, de commandement et de direction, des problèmes de prise de décision à l'intérieur de l'organisation qui se poseront en termes différents de ceux d'aujourd'hui et qu'il faudra pouvoir régler convenablement. Toutes les organisations qui progressent connaissent ce type de problème. Par exemple, l'Union européenne, à la perspective d'accueillir de nouveaux membres du côté des pays de l'AELE, a des problèmes, elle aussi, probablement beaucoup plus aigus que l'OCDE, quant à sa prise de décision et aux structures internes qu'elle devra mettre en place.

J'aimerais que nous ayons également de l'OCDE des activités normatives plus nombreuses. Nous voyons que dans le domaine du mouvement des capitaux et dans le domaine des

transactions invisibles, nous avons à renforcer davantage les disciplines. Nous avons à adopter, voire élargir, les codes internationaux qui existent afin qu'ils nous permettent d'opérer d'une manière plus sûre, plus clairvoyante. Ce sont des domaines qui ne sont pas tous couverts, tant s'en faut, par les nouveaux accords du Gatt qui se profilent, et notre pays a toujours marqué, dans ce domaine, une initiative, à l'intérieur de l'OCDE, qui doit être développée.

J'aimerais dire à M. Bloetzer, dans l'autre domaine qu'il a évoqué, à savoir celui de la réalisation du marché suisse, et en particulier du marché intérieur, que nous sommes en train de cheminer sur les voies suivantes.

Il y a, comme contribution essentielle au marché intérieur suisse, ces trois lois qui se tiennent les unes les autres et qui sont en procédure inégale de maturité: la loi sur les cartels dont la consultation vient de s'achever; la loi sur le marché intérieur, ou loi de décloisonnement intérieur, dont la consultation vient de commencer et qui intéresse au premier chef les cantons; nous rencontrons demain, vendredi, dans le cadre du Groupe de contact Confédération/cantons, les gouvernements des 26 cantons confédérés pour aborder ce problème, entre autres; et puis une troisième loi, qui est plus difficile à mettre sous toit que nous ne l'imaginions, mais qui sera mise sous toit également cette année, une loi sur les obstacles techniques intérieurs. Voilà la démarche. Vous voyez que nous en sommes au stade du projet de message pour la première, au stade du projet de consultation pour la troisième, et que nous pouvons cadrer dans un horizon fort proche le passage de ces textes essentiels devant le Parlement.

Mais, ce n'est pas tout. Il y aura bien sûr, Monsieur Bloetzer, l'application des Accords du Gatt, si tant est que cet automne, l'hiver prochain, le Parlement tombe d'accord et qu'il nous permette la ratification des accords que nous aurons été signer à Marrakech à mi-avril. Dans les lois de transformation que nous vous demanderons de voter, l'essentiel contribuera précisément à l'existence d'un marché intérieur plus transparent, moins cloisonné, plus ouvert à la concurrence, à la concurrence intérieure comme à la concurrence extérieure, avec réciprocité. Les lois qu'il s'agira de modifier dans ce paquet, qui feront l'objet du second message des Accords du Gatt, relèvent du droit douanier, du droit agricole et du droit relatif à la propriété intellectuelle.

C'est de cette manière, avec, il faut bien le dire, de surcroît, le travail qui a déjà été commencé en matière agricole par le 7e rapport sur l'agriculture, que nous contribuons résolument à établir ce marché dont le rapport de l'OCDE dit qu'il n'est pas encore parfait dans notre pays, et qu'il y a des progrès à accomplir. Nous sommes absolument décidés à le faire, car nous pensons que les réserves parfois protectionnistes que l'on observe, particulièrement lorsque les circonstances économiques sont un peu plus difficiles – on a cet instinct et ce réflexe quasi naturel de vouloir se protéger lorsque cela va moins bien –, ne sont pas génératrices, à la longue, d'une prospérité et d'une vitalité économiques. Il faut plaider l'ouverture et la concurrence. Ce sont ces conditions de base qui permettent à l'économie libérale son développement et son épanouissement.

Certaines règles et certaines conditions, naturellement, doivent être observées, et de la part de nos concurrents d'abord. C'est bien d'ailleurs ce qu'établissent les codes des nouveaux Accords du Gatt, de la nouvelle Organisation mondiale du commerce, si nous décidons d'y adhérer, et c'est dans ce sens qu'il y a là une politique équilibrée, d'entraînement et d'ouverture que nous devons soutenir.

M. Gadiant a abordé plusieurs questions et tout d'abord, comme l'avait fait très brièvement sur un point M. Bloetzer tout à l'heure, les travaux d'approche bilatérale et sectorielle de la Suisse à l'égard de la Communauté. M. Rüesch a dit lui-même qu'il se félicitait qu'on ait pu mettre sous toit l'accord sur les règles d'origine, qui est en application, provisoire certes, depuis le 1er janvier de cette année.

M. Gadiant se pose par ailleurs des questions quant à l'accord sur la recherche. Le mandat de négociation suisse est virtuellement prêt, même s'il y a encore un certain nombre de détails à régler. Cet accord est en soi équilibré, il permet une partici-

pation pleine et entière de la Suisse aux programmes communautaires. Nous constatons que l'Union européenne, de son côté, n'a pas encore présenté un mandat de négociation complet et suffisamment détaillé sur ce point et que nous sommes en présence d'un cas que l'on rencontre dans de nombreux domaines de notre coopération bilatérale avec la Communauté, celui d'une Suisse qui, de son côté, est prête et de l'Union européenne qui ne l'est pas encore tout à fait, qui ne peut pas l'être et qui, parfois, ne veut pas l'être.

En l'occurrence, je vous dis que nous aurons un problème intérieur qui n'est pas encore totalement réglé, tant s'en faut, c'est celui des répartitions financières entre ce que nous affectons, par ces temps de disette financière, à cet accord, et ce que nous affectons à la recherche intérieure, au travail «hélético-suisse» que nous devons continuer d'appliquer. Il y a des répartitions, il y a parfois même des compensations financières à trouver.

Enfin, je tiens à rappeler, parce que c'est un bénéfice pour nous, que cette année, c'est la Suisse qui assumera la présidence d'Eureka et que cela nous donne un pouvoir directeur, ou tout au moins un pouvoir d'impulsion qui est plus grand que celui de membre ordinaire de l'organisation.

Vous avez abordé, Monsieur Gadiant, les problèmes liés à la Banque européenne d'investissement (BEI), notamment. Il vous intéressera de savoir que j'ai rencontré, accompagné de M. Blankart, secrétaire d'Etat, et du chef du Bureau de l'intégration, à Zurich, il y a quelques jours, le président de cette honorable institution, et que les financements de la Banque européenne d'investissement, qui sont actuellement à l'examen et qui nous concernent, sont des projets internationaux seulement. Deux sont de taille, celui de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, et celui du TGV Mâcon-Genève. Pour l'heure, mais nous l'avons signalé, la BEI n'a pas encore, en ce qui nous concerne, compris de projets strictement nationaux – nous avons cité, comme exemple possible, naturellement, les NLFA.

J'aimerais répondre à votre question concernant un des accords bilatéraux: celui que nous proposons de passer avec la Hongrie, sur les effets qu'il aura dès lors que le Gatt, nouvelle formule, entrerait en vigueur dans le courant de l'année prochaine ou au début de 1996. Avec les nouveaux Accords du Gatt, nous avons prévu en effet la clause de la nation la plus favorisée, mais avec une immense exception, qui est constituée des unions douanières et des zones de libre-échange.

Cela veut dire que, dans le cadre des nouveaux Accords du Gatt, nous ne serons pas soumis à la clause de la nation la plus favorisée, s'agissant des relations que nous entretenons, par exemple, avec le Liechtenstein; union douanière, par exemple, avec la Hongrie, qui est quasiment une zone de libre-échange que nous constituons avec elle par le biais de l'accord qui vous est proposé. C'est bien d'ailleurs la finesse ou la subtilité des Accords que le Gatt a mis sur pied que de prévoir ces exceptions qualitatives des unions douanières et des zones de libre-échange, parce que, sans cela, on aurait certainement freiné ou compromis le développement de telles zones qui, tant qu'il reste limité et encadré par les règles générales du Gatt, demeure un moyen d'approche commerciale et un moyen d'ouverture des marchés internationaux, très privilégié et très utile. Il ne fallait donc pas empêcher cela en ne prévoyant pas ces exceptions. C'est dans ce sens qu'elles ont été maintenues.

Sans doute, Monsieur Rüesch, les conditions-cadres sont-elles essentielles et le mérite de mon département et du «so-genannte Bawi» est de l'avoir dit pour la première fois d'une manière officielle et claire, dans le cadre du rapport sur la politique économique extérieure couvrant l'année 1991; c'est donc il y a deux ans que nous avons pour la première fois, dans la partie générale de ce rapport, énoncé les domaines où il faudrait débloquer, où il faudrait alléger, où il faudrait mettre un terme à un perfectionnisme helvétique qui finit par coûter très cher et beaucoup de temps aux entrepreneurs privés. Nous savons bien que dans les marchés de plus en plus mondialisés où nous avons à opérer, avec des concurrences nouvelles – est-ce qu'une croissance annuelle de 8 pour cent pendant dix ans en Thaïlande ne suffit pas à nous ouvrir les

yeux? –, il faut, dans un tel contexte, nous mettre en condition de compétitivité meilleure que nous ne le sommes. Ce n'est pas que nous ayons régressé – dans certains domaines peut-être –, mais c'est surtout que nos concurrents, eux, ont progressé et qu'il faut juger toute chose en termes relatifs. Ce n'est quand même pas pour rien – et je cite à nouveau ces deux chiffres – que pendant deux ans, de fin 1990 à 1992, des entreprises suisses ont créé 124 000 emplois à l'étranger, spécialement dans les pays communautaires, et qu'en même temps elles en supprimaient 110 000 à l'intérieur du pays. Pour ces entreprises suisses multinationales, le résultat des comptes sera tout à fait brillant, j'en suis bien convaincu, mais pour nous, qui avons la responsabilité de l'économie nationale, ce ne sont pas seulement les résultats des sociétés et des multinationales ayant leur siège en Suisse qui nous intéressent, ce sont bel et bien les emplois en Suisse, c'est bel et bien la substance économique à l'intérieur du pays qui est essentielle, quel que soit l'intérêt d'une formidable politique suisse d'investissement à l'étranger. C'est cela que nous devons nous rappeler pour mettre véritablement davantage d'imagination à vouloir cette revitalisation dans notre pays et à doter celui-ci de conditions qui soient meilleures.

M. Cavelti a opportunément parlé du tourisme. Je crois que dans beaucoup de milieux de la population, le tourisme est considéré comme un aimable dérivatif, mettant en valeur, ou parfois les détruisant, les plus beaux paysages du monde, et qu'il s'agit là d'une occupation plaisante. Le tourisme, c'est bien plus que cela, c'est la troisième branche d'exportation, qui rapporte à l'économie de ce pays davantage de substance et de retombées que l'industrie horlogère, et pourtant celle-ci exporte plus de 95 pour cent de sa production. Il est donc essentiel de vouer au problème du tourisme l'importance qu'il mérite, d'autant plus que, là encore, la concurrence est extrêmement vive. Si l'on a pu enregistrer l'année dernière des tassements dus à la situation économique mondiale pénible de notre tourisme, mais qui étaient moins forts que ceux d'autres pays comme l'Autriche pour les mois d'été – et vous avez raison de le citer, Monsieur Cavelti –, il faut rappeler en revanche qu'auparavant les courbes s'étaient croisées et que la place de tête qu'occupait la Suisse à l'époque, il y a un nombre considérable d'années, lui a été ravie précisément par l'Autriche.

Les courbes de la parahôtellerie et de l'hôtellerie se sont croisées dans ce pays, sauf erreur de ma part, en 1964. C'est à peu près à cette époque que l'hôtellerie, qui enregistrerait systématiquement un plus grand nombre de nuitées que la parahôtellerie, s'est vu reléguée au deuxième rang. Je suis prêt à suivre votre recommandation de faire figurer dans ce rapport les statistiques, non seulement de l'hôtellerie, mais aussi de la parahôtellerie. S'il est prouvé, bien sûr, que les retombées matérielles du client moyen de la parahôtellerie sont considérablement inférieures aux retombées moyennes du client de l'hôtellerie, elles n'en sont pas moins réelles pour notre économie, et c'est un mouvement auquel il faut vouer attention, car il contribue lui aussi à l'animation de ce secteur et de tous les secteurs qui sont entraînés par un mouvement touristique intense – je pense aux transports, au commerce, à toutes les activités ludiques et culturelles qui, sans une clientèle étrangère en saison, ne trouveraient pas ici de quoi pouvoir s'exercer, à prix de revient possible pour notre économie. Cet aspect économique du tourisme doit être particulièrement souligné dans notre Parlement au moment où nous aurons à engager davantage de moyens publics, inévitablement publics, pour assurer le «background», comme on dit en français, du rayonnement de notre politique touristique à l'étranger.

J'aimerais terminer ainsi les remarques que je voulais faire à la suite de l'intérêt que vous avez bien voulu manifester pour ce rapport annuel, qui, cette année, avait perdu un peu de son actualité ou de son intérêt, éclipsé qu'il était par le rapport et la discussion, économiques eux aussi, que nous avons eus dans le cadre du rapport sur la politique étrangère. Je vous remercie de lui avoir redonné de la vitalité et de l'intérêt.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Präsident: Die Kommission beantragt, vom Bericht des Bundesrates Kenntnis zu nehmen.

Zustimmung – Adhésion

Detailberatung – Discussion par articles

A. Bundesbeschluss über die Genehmigung von ausserwirtschaftlichen Massnahmen

A. Arrêté fédéral sur l'approbation de mesures économiques extérieures

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

25 Stimmen
(Einstimmigkeit)

B. Bundesbeschluss über das Abkommen zwischen den Efta-Staaten und der Republik Bulgarien

B. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre les Etats de l'AELE et la République de Bulgarie

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

24 Stimmen
(Einstimmigkeit)

C. Bundesbeschluss über das Abkommen zwischen den Efta-Staaten und Ungarn

C. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord entre les Etats de l'AELE et la Hongrie

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

27 Stimmen
(Einstimmigkeit)

D. Bundesbeschluss über das Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und den Färöer Inseln

D. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord de libre-échange entre la Suisse et les îles Féroé

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

28 Stimmen
(Einstimmigkeit)

E. Bundesbeschluss betreffend die Abkommen über Handel und wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und den Republiken Usbekistan und Belarus

E. Arrêté fédéral portant approbation des Accords de commerce et de coopération économique entre la Confédération suisse et les Républiques d'Ouzbékistan et du Bélarus

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 27 Stimmen
(Einstimmigkeit)

F. Bundesbeschluss betreffend das Abkommen über den Handel und die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Sozialistischen Republik Vietnam

F. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord commercial et de coopération économique entre la Confédération suisse et la République socialiste du Vietnam

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 25 Stimmen
(Einstimmigkeit)

G. Bundesbeschluss über das Internationale Kakao-Übereinkommen

G. Arrêté fédéral portant approbation de l'Accord international sur le cacao

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

H. Bundesbeschluss betreffend das Protokoll zur Verlängerung der Vereinbarung über den internationalen Handel mit Textilien

H. Arrêté fédéral sur le Protocole portant prorogation de l'Arrangement concernant le commerce international des textiles

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2
Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
Für Annahme des Entwurfes 26 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

94.006

Zolltarifarische Massnahmen 1993/II

Tarif des douanes. Mesures 1993/II

Bericht und Beschlussentwurf vom 19. Januar 1994 (BBl I 1115)
Rapport et projet d'arrêté du 19 janvier 1994 (FF I 1096)

Beschluss des Nationalrates vom 16. März 1994
Décision du Conseil national du 16 mars 1994

Flückiger Michel (R, JU) unterbreitet im Namen der Aussenpolitischen Kommission (APK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Der Bundesrat erstattet der Bundesversammlung gemäss Artikel 9 Absatz 1 des Zolltarifgesetzes vom 9. Oktober 1986 halbjährlich über die Massnahmen Bericht, die er in Anwendung der in diesem Gesetz enthaltenen Befugnisse getroffen hat. Es handelt sich dabei um die vorläufige Anwendung verschiedener Massnahmen; die Bundesversammlung hat zu entscheiden, ob die getroffenen Massnahmen in Kraft bleiben, ergänzt oder abgeändert werden sollen.

Der vorliegende Bericht bezieht sich auf die im zweiten Halbjahr 1993 beschlossenen Erlasse wie folgt:

– Die vorläufige Anwendung ab 1. Juli 1993 der sich aus dem Freihandelsabkommen Efta-Bulgarien und dem Briefwechsel Schweiz-Bulgarien ergebenden Zollansätze.

– Die vorläufige Anwendung ab 1. Oktober 1993 der sich aus dem Freihandelsabkommen Efta-Ungarn und dem Briefwechsel Schweiz-Ungarn ergebenden Zollansätze.

– Die vorläufige Herabsetzung des Zollansatzes für Manchego-Käse auf den 1. Januar 1994.

1. Verordnung vom 14. Juni 1993 über die Zollansätze für Waren im Verkehr mit Bulgarien

Gestützt auf Artikel 4 Absatz 1 des Zolltarifgesetzes hat der Bundesrat die Zollansätze im Zusammenhang mit dem am 29. März 1993 zwischen den Efta-Ländern und Bulgarien unterzeichneten Freihandelsabkommen sowie mit dem gleichentags unterzeichneten Briefwechsel zwischen der Schweiz und Bulgarien betreffend die bilaterale Vereinbarung über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen ab 1. Juli 1993 vorläufig in Kraft gesetzt. Diese beiden Wirtschaftsvereinbarungen (zollfreie Einfuhr bulgarischer Industrieerzeugnisse in die Schweiz und Anwendung der zugestandenen Zollkonzessionen für bestimmte Agrarprodukte) werden seit dem 1. Juli 1993 gestützt auf das Bundesgesetz über ausserwirtschaftliche Massnahmen vorläufig angewandt und der Bundesversammlung im Rahmen des Berichtes zur Aussenwirtschaftspolitik 1993/I, II zur Genehmigung unterbreitet. Gleichzeitig wurde Bulgarien im Anhang 2 der Verordnung vom 26. Mai 1982 über die Präferenz-Zollansätze zugunsten der Entwicklungsländer gestrichen.

2. Verordnung vom 30. September 1993 über die Zollansätze für Waren im Verkehr mit Ungarn

Gestützt auf Artikel 4 Absatz 1 des Zolltarifgesetzes hat der Bundesrat die Zollansätze im Zusammenhang mit dem ebenfalls am 29. März 1993 zwischen den Efta-Ländern und Ungarn unterzeichneten Freihandelsabkommen sowie mit dem gleichentags unterzeichneten Briefwechsel zwischen der Schweiz und Ungarn über den Handel mit landwirtschaftlichen Erzeugnissen vom 1. Oktober 1993 an vorläufig in Kraft gesetzt. Diese beiden Wirtschaftsvereinbarungen (ebenfalls zollfreie Einfuhr ungarischer Industrieerzeugnisse in die Schweiz und Anwendung der zugestandenen Zollkonzessionen für bestimmte Agrarprodukte) werden seit dem 1. Oktober 1993 gestützt auf das Bundesgesetz über ausserwirtschaftliche Massnahmen vorläufig angewandt und der Bundesversammlung im Rahmen des Berichtes zur Aussenwirtschaftspolitik 1993/I, II zur Genehmigung unterbreitet.

Aussenwirtschaftspolitik. Bericht 1993/I, II

Politique économique extérieure. Rapport 1993/I, II

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	I
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	13
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.007
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	17.03.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	332-338
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 045

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.